

1^{er} mai 1891

(et ses suites jusqu'en 1894)

1. Les événements de Fourmies

Fourmies, ville industrielle (département du Nord), compte 16 000 habitants, en majorité des ouvriers, qui connaissent une vie difficile : logement insalubre, salaires en baisse, hausse du prix du pain (20%) et du charbon (44%).

Au 1^{er} Mai, on fera la grève pour demander la Journée de 8 heures, et on portera les revendications à la Mairie. Puis il y aura les festivités : du théâtre l'après-midi et un bal en soirée.

Quoi de plus pacifique ?

À ce programme les patrons ont répliqué par une affiche dénonçant « les menées criminelles des agitateurs » et les « théories révolutionnaires », ils ont recommandé aux ouvriers de ne pas participer à la manifestation et menacé de licenciement les grévistes.

[La Loi Le Chapelier de 1791 interdisait le regroupement en Associations revendicatives et la pratique de la Grève.

La Loi Ollivier de 1864, sous Napoléon III, dépénalise la Grève à condition que le travail des non-grévistes ne soit pas empêché et qu'il n'y ait pas de violence. Le Droit de réunion n'est toutefois pas reconnu.

La loi Waldeck Rousseau de 1884 autorise sous conditions les syndicats .]

Le Maire, un industriel filateur lui-même, a demandé un renfort de troupes et le Sous-Préfet a envoyé 2 compagnies d'infanterie.

De leur côté, les ouvriers ripostent par un appel modéré mais ferme qui exhorte à fêter le 1^{er} mai avec « union, calme et dignité » ; une autre proclamation salue « le grand jour de la Fête des prolétaires », assurant elle aussi que « le calme et l'union présideront à la grande fête internationale des travailleurs ».

Le 1^{er} Mai, la plupart des ouvriers et ouvrières sont en grève et l'atmosphère est tranquille, mais dès le matin, 4 manifestants sont arrêtés après une charge de gendarmes à cheval, à laquelle ils ont répondu par des jets de pierre : ils étaient allés demander à des non-grévistes, de l'usine *Sans -Pareille*, de les rejoindre dans le mouvement.

Les ouvriers doivent être relâchés à 15 h, mais à 18h15 ils restent détenus à la mairie.

Une foule de 200 personnes se rassemble alors sur la Place où sont en faction 300 soldats équipés du tout nouveau Fusil Lebel .

Devant eux, de très jeunes gens dansent en virevoltant et approchent en tête, en agitant le traditionnel *mai fleuri* ainsi qu'un drapeau tricolore (ou rouge , selon les versions) : c'est Maria Blondeau, ouvrière de filature et Kléber Giloteaux son fiancé, qui viennent dans l'intention de demander au Maire les libérations promises.

Il y a alors un jet de pierres et aussitôt l'officier commandant fait tirer, sans la sommation et sans le roulement de tambour imposés par la Loi.

La Police tire aussi, avec des revolvers : 80 personnes sont touchées, dont un bébé au sein ; il y a 30 blessés graves et 10 tués ; les plus âgés avaient 50 et 32 ans, les autres 22, 21, 19, 19, 18, 17, 13, 11, abattus jusque dans un café.

Le 4 mai, 30 000 personnes participent aux obsèques, derrière un drapeau rouge ...sous la surveillance de 12 escadrons de cavalerie, de 9 compagnies d'infanterie et de 2 batteries d'artillerie.

La Chambre des députés refusera la nomination d'une Commission d'enquête et votera la confiance au gouvernement par 356 voix contre 33.

Par contre, elle refusera l'amnistie aux 4 ouvriers arrêtés pour jets de pierres.

De son côté, le peuple n'oubliera pas le sang répandu sur le pavé de Fourmies ; l'antimilitarisme ouvrier sort principalement du massacre de Fourmies et le prolétariat le portera désormais comme une de ses valeurs, ayant bien réalisé la portée de ce que disait déjà le Général Changarnier, fusilleur des Journées de Juin 1848 :

« Les armées modernes ont moins pour fonction la lutte contre les ennemis de l'Extérieur que la défense de l'ordre contre les émeutiers de l'Intérieur. »

(affirmation qui avait été parfaitement confirmée tant par la débâcle de l'Etat-major militaire français devant les Prussiens en 1870, que par la fureur meurtrière que ce dernier déclencha contre le peuple de la Commune de Paris lors de la Semaine Sanglante de 1871).



Maria Blondeau, 18 ans,
ouvrière de filature,
gréviste du 1^{er} mai à Fourmies
porteuse du *mai* d'aubépine fleurie face aux soldats
tuée avec son fiancé lors du massacre du 1^{er} mai 1891

2. Les incidents de Clichy

À part la tragédie de Fourmies, il y a eu des incidents un peu partout en province, :

**-avec charges de cavalerie sur les cortèges, et blessés, comme à Lyon où on empêche le dépôt d'une couronne sur le monument aux Canuts de 1831-1834
-avec arrestations, comme celle de l'ancien communard Jean Baptiste Clément (*Le temps des cerises, La Semaine sanglante*), condamné dès le lendemain à 2 ans de prison et 5 ans d'interdiction de séjour, à Charleville.**

Mais c'est à Clichy, aux portes de Paris, que le 1^{er} mai va prendre la tournure la plus violente :

► dans la ville voisine de Levallois, dès le matin, des drapeaux rouges et noirs, aux inscriptions libertaires, ont été accrochés aux poteaux télégraphiques. La police les enlève, et disperse toute tentative d'attroupement

► une colonne de manifestants part néanmoins derrière un drapeau rouge en direction de Clichy, et malgré une charge de police, une trentaine d'ouvriers tiennent bon et ne se laissent pas arracher, continuant leur marche, suivis par la police ;

► arrivés à Clichy, ils sont une quinzaine à s'installer dans un débit, à boire un verre en chantant la Carmagnole et en rangeant leur drapeau.

► les compagnons sont alors attaqués par la police qui pénètre dans l'établissement. Dans l'échange de coups de feu (car plusieurs des ouvriers ont un pistolet), il y a des blessés des 2 côtés et une douzaine des assiégés peuvent se dégager, mais 3 sont capturés, dont 2 ont des blessures par balles. Ils s'appellent DECAMPS, DARDARE et LÉVEILLÉ.

Emmenés au Commissariat de Clichy, ils sont passés à tabac avec une sauvagerie extrême, et les blessés restent sans soins médicaux jusqu'au 20 mai, sans même possibilité de rincer les blessures et recevant des coups de crosse.

À leur procès, ils reconnaissent avoir tiré, car « tous les moyens sont bons pour recouvrer la liberté », et affirment qu'ils ont fait « leur devoir » en se défendant.

« Coupables, criminels et lâches », ils le seraient, disent-ils, s'ils manquaient à la dignité de revendiquer leurs actes, s'ils se soumettaient à l'autorité, s'ils ne défendaient pas leur vie et leur liberté en péril.

Ils bravent ainsi l'Avocat Général Bulot, qui pour Decamps a requis la peine de mort.

Enfin les Assises prononcent des peines de 5 et 3 ans, acquittement pour Léveillé (odieusement abandonné 20 jours durant, avec sa blessure de balle dans la cuisse).

Ce jugement constitue un désaveu de la Police et c'est un affront pour le Ministre de l'intérieur Constans qui partout a déployé Police, Gendarmerie et Armée pour ce 1^{er} mai 1891...

MAIS il reste d'une sévérité insupportable pour le mouvement populaire et il va exaspérer les passions : l'affaire est directement à l'origine du passage au terrorisme de quelques anarchistes, comme RAVACHOL, Emile HENRY, Sante CASERIO et Auguste VAILLANT.

[En effet, les premières bombes viseront le Commissaire de Levallois Perret, en 1891, l'Avocat Général Bulot et le président du tribunal Benoit en 1892. C'est l'oeuvre de Ravachol.

Puis, ce dernier guillotiné le 11 juillet 1892, les vengeances s'enchaînent et une épidémie terroriste va se développer, les explosions répondant aux condamnations. Vaillant, Henry et Caserio sont guillotines en 1894.

Cette année-là, un procès-monstre est monté pour compromettre tous les libertaires de renom et donner à croire que les anarchistes ont été complices des attentats : c'est le « Procès des Trente », mais la manœuvre se termine en fiasco, par un acquittement quasi-général.

Et à cette époque justement les propagandistes libertaires s'orientent très nettement vers une autre voie, celle de l'activisme au sein des Syndicats . Avec la perspective d'arriver à la révolution par l'organisation de la Grève générale.

Depuis 1886 déjà, il n'y avait plus dans la presse anarchiste de propagande en faveur de l'action à main armée individuelle.

En 1891, Kropotkine déclarait :

« Lorsque les révolutionnaires russes tuèrent le Tsar en 1881, les anarchistes européens s'imaginèrent qu'il suffirait désormais d'une poignée de révolutionnaires ardents, armés de quelques bombes, pour faire la révolution sociale. Un édifice basé sur des siècles d'histoire ne se détruit pas avec quelques kilos d'explosifs. »

Et pendant l'ère des attentats (1891-1894), aucun journal anarchiste ne fait l'éloge du terrorisme.]

Sources :

◆ Histoire du 1^{er} mai, Marcel Dommanget, Archives et Documents 1972, Editions de La Tête de Feuilles

◆ Le mouvement anarchiste en France I, Jean Maitron, Gallimard 1992

◆ Ravachol et les anarchistes, Jean Maitron, Collection Archives Julliard 1964

◆ les Anarchistes, dictionnaire biographique Maitron, Editions de l'Atelier 2015 (et Maitron-en-ligne)

◆ les dossiers de l'histoire n° 1, 1975 : origines du socialisme, luttés du XIX^e

◆ Histoire de la conquête des Droits syndicaux, Bibliothèque du Travail 2, 1969

**notice historique de La Rojinegra
*Gardons la mémoire !***